

Par Alain Nonjon, professeur de chaire supérieure.

La puissance chinoise en Asie Orientale

Un sujet qui interpelle :

– **par l'absence de définition de l'espace d'Asie orientale.** Au sens strict, l'Asie orientale est un sous-ensemble qui réunit la Chine, les Corées du Nord et du Sud, le Japon, la Mongolie, Taïwan et l'Extrême-Orient russe y est souvent associé. Elle se définit surtout autour des relations entre la Chine et la culture des steppes d'un côté (espace mongol et toungouse sibérien) et le Japon de l'autre... Mais les documents incluant l'ASEAN ou des pays de la Façade pacifique impliquent de prendre en compte dans le raisonnement l'Asie du Sud-Est et inclut, d'après le document 6, la Malaisie, le Vietnam, l'Indonésie... Tolérance pour une extension maximale de la région ou impératif ? Laissons le jury décider mais à la liste proposée pour l'Asie orientale ajoutons les 10 pays de l'ASEAN : Birmanie ou Myanmar, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam...

– **par l'absence de chronologie** mais la carte de l'Empire chinois en 1860, de ses frontières et de l'expansion de l'empire Qing au XIX^e siècle incite à adopter une perspective évolutive incluant les legs de l'histoire, les prétentions de la Chine à être une puissance régionale responsable et les évolutions récentes où les choix de la Chine d'un déploiement à l'échelle mondiale pèsent bien sûr sur ses voisins immédiats. Sans oublier les nombreux conflits en mer de Chine orientale (et éventuellement méridionale).

– **par le caractère global de la référence à la puissance** chinoise, celle qui prétend désormais être une puissance à 360 degrés pour Alice Ekman, c'est-à-dire « *puissance à 360 degrés économique, culturelle, militaire, spatiale, diplomatique et normative* ». La liste des contentieux évoqués par le document N° 6 sur les rivalités de pouvoirs entre la Chine et les États en Asie orientale n'est qu'un des aspects du sujet, peut-être moins important que les tentatives d'intégration régionale, surtout après la remise en cause du TOP par D. Trump.

« Considérez vos voisins à la fois comme des amis et comme des ennemis. »
Les 36 stratagèmes, auteur inconnu, texte rédigé sous la dynastie Ming.

Exercer sa puissance ! Tel est aujourd'hui l'impératif d'une Chine qu'une croissance économique fulgurante a installée au premier rang de l'économie mondiale (PIB 25 000 milliards de dollars fin 2017 exprimé en PPA contre 22 000 pour l'UE et 20 000 pour les EU). Ce simple objectif est pour la Chine source d'interrogations dans son environnement régional, l'Asie orientale limitée géographiquement à la Corée du Sud et du Nord, à Taïwan, au Japon, et à l'espace extrême-oriental russe, et l'Asie du Sud-Est proche dont le pivot est l'ASEAN.

Comment gérer les antagonismes avec le Japon (PIB chinois près de 3 fois supérieur en \$ courants) et dépasser les crispations de deux nationalismes en conflit, notamment en mer de Chine et sur l'échiquier mondial ?

Comment incarner une puissance régionale responsable et résorber les fractures héritées (Corée du Nord, Taïwan, Russie, îlots des Spratleys) tout

en fixant le cap pour 2049 de « grande puissance, voire la première puissance mondiale, puissance à 360 degrés multisectorielle » selon A. Ekman ? Comment rebondir sur les imprévisibles attitudes des EU (du pivot au repli) dans la région et faire d'une division régionale du travail l'axe d'un leadership évitant l'hégémonie redoutée des pays voisins ? Ainsi ces questions sont au cœur du rapport entre Chine et Asie orientale. Conflits hérités du passé ? Complémentarités au service de l'émergence ? Ou consolidation d'une suprématie au service d'un statut de puissance globale ?

1. La puissance de la Chine en Asie orientale s'inscrit dans un contexte de rapports de force conflictuels

Les deux Corées seront-elles en guerre à nouveau ? La Chine continentale et Taïwan en viendront-elles à l'affrontement armé ? Le Japon et la Chine ont-ils vocation à être des puissances rivales faute d'un coleadership ? Ces questions rappellent le caractère récurrent des conflits de la région.

Des rapports longtemps dominés par le face-à-face avec le Japon

Décrivant une « *histoire du monde qui se fait en Asie* », P. Grosser insiste sur le rôle de la Mandchourie en 1931 qui a ouvert la liste des agressions des puissances expansionnistes. C'est là que s'est déroulée la guerre sino-soviétique en 1929, la deuxième après celle de 1901 où le Japon avait pris position en vue d'une guerre contre l'Union soviétique. Le Japon du Dai Nihon résonne pour les Chinois comme la puissance qui a perpétré les massacres de Nankin, qui a instrumentalisé Pu Yi, l'héritier transféré à Tokyo, qui a utilisé les rivalités entre satrapies régionales et seigneurs de guerre en Chine pour dépecer et siphonner les richesses d'un pays. L'archipel nippon est rendu responsable d'un soutien (indirect) à Tchang Kai Chek jusqu'à son exil à Formose. Longtemps vécus comme les « *ugly americans of pacific* », les Japonais sont le baromètre du nationalisme chinois et, périodiquement, des campagnes d'intimidation visent à montrer que le PC veille... et surveille le Japon. Deuxième partenaire commercial de la Chine après les EU, le Japon est son plus puissant voisin, loin devant la Russie du Pacifique, la Corée du Sud ou encore l'Inde. La priorité chinoise a donc été d'affaiblir le Japon, de le museler pour exprimer sa puissance régionale. Même si le réalisme des partenariats commerciaux atténue les tensions dès 2010, des incidents de pêche autour des îles Senkaku Diaoyi, administrées par le Japon depuis 1895 mais réclamées par la Chine, sont devenus un contentieux majeur en mer de Chine. L'accès au pouvoir de Xi Jinping (et sa validation comme président à vie) et du PLD dirigé par Shinzo Abe canalise deux nationalismes intransigeants et belliqueux. La Chine multiplie les protestations contre les manuels japonais négationnistes qui réécrivent l'histoire du Dai Nihon (le Japon de 100 millions d'habitants) et de Pearl Harbour, stigmatise ceux qui outrepassent les règles (cf. l'actrice Li Gong pour sa participation au film *Geisha*), invective dans certaines circonstances les porteurs des drapeaux japonais (comme lors de la coupe asiatique de football à Pékin), définit des embargos sur les terres rares à destination des Japonais, réactive les polémiques sur le sanctuaire Yasukuni élevé à la mémoire des soldats morts pour la patrie... tortionnaires de la Chine compris, et ne lâche rien sur les îlots de la mer de Chine. En Chine, souligne J.-L. Domenach, « *la haine du Japonais est quasi unanime et se nourrit de mauvais souvenirs, de quelques vérités, mais surtout de propagande*

et d'ignorance ». Le diable peut se cacher dans le détail ! L'abdication de l'empereur Akihito ouvre une nouvelle ère depuis le 1^{er} mai 2019, appelée « *Reiwa* ». Pour la première fois, les Japonais ont choisi une référence à des textes poétiques japonais en lieu et place de textes classiques chinois... Et il n'échappera à personne que le nom de *Reiwa*, c'est-à-dire *Rei* « bon » et *wa* « harmonie », n'est pas si éloigné du rêve chinois, celui de la société harmonieuse de Xi Jinping...

Des rapports conflictuels légués par l'histoire

Aucun progrès réel n'a pu intervenir sur deux dossiers légués par la guerre froide et sources encore aujourd'hui de conflit :

1) La Corée du Nord a toujours été pour la Chine une zone sensible : la guerre de 1894 contre le Japon n'était-elle pas avant tout destinée à éviter une annexion par le Japon de la péninsule ? Le traité de paix toujours attendu et différé entre les deux Corées est pour la Chine source de malentendus et de malaise. Comment ne pas s'insurger pour la puissance nucléaire chinoise contre les gesticulations de Kim Jong-un et ses six essais nucléaires aux portes de la Chine, surtout en tant que membre du Conseil de sécurité, et ne pas temporiser pour éviter à tout prix la réunification de la Corée, la perte d'un allié de circonstance tenté de trouver des appuis auprès de Moscou (Vladivostok en avril 2019) ou de se dédramatiser avec Donald Trump (Singapour et Hanoi). Comment ne pas approfondir des coopérations économiques le long des frontières (accord signé en 1962 sur le Tumen et le Yalu) avec des zones spéciales où la main-d'œuvre coréenne et les technologies chinoises se rencontrent pour le meilleur ? Comment ne pas jouer sur la Corée du Nord fantasque pour prendre le contre-pied des EU car, à l'origine, la Chine a toujours manifesté des liens d'assistance avec l'empire ermite. Un mot d'ordre obsessionnel : éviter que les EU ne prennent le contrôle économique, sinon militaire, de la péninsule coréenne... ne serait-ce que pour ne pas avoir de voisin clairement affilié au camp capitaliste. Le jeu chinois est donc complexe et la voie étroite pour poursuivre avec les mêmes acteurs la recherche d'une stabilité en Asie du Nord-Est.

2) Le problème de Taïwan est quelque peu lié à la Corée car l'invasion du sud de la péninsule par Kim Il-sung a automatiquement conduit les Américains à sécuriser leur partenariat avec Tchang Kai Chek, à neutraliser le détroit avec la 7^e flotte et à risquer un affrontement direct avec la Chine continentale en cas de menaces de D-Day. Le cahier des charges de Taïwan est simple : pas de velléité d'indépendance car la 23^e province chinoise doit se ranger derrière les textes du rapprochement sino-américain du début des années 1970. La Chine récupère son siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies aux dépens de Taïwan... exclue de l'assemblée et « il n'y a qu'une seule Chine et Taïwan en fait partie », une position validée par Nixon et Kissinger sous le nom de « *one China policy* » préalable au réchauffement des relations USA/Chine. Depuis, les risques d'escalade sont fréquents et, même si la loi martiale imposée par le Guomindang est levée en 1987, le système du multipartisme peut périodiquement voir apparaître des sécessionnistes, aussitôt combattus par la Chine, notamment avec le *Democratic Progressive Party*. Ainsi, l'Asie orientale va être secouée par des crises comme celle de 1994-1995 où un sous-marin nucléaire de classe Han se frotte pendant 3 jours au porte-avions USS Kitty Hawk, ou bien lorsque Chen Shui Bian est élu et réclame la souveraineté de

l'île... sous protection du Japon et des EU en 2005. C'est à cette occasion que la Chine devient plus explicite en publiant une loi anti-sécession qui prévoit « l'utilisation de moyens non pacifiques » pour contraindre Taïwan si elle s'aventure sur le chemin de l'indépendance.

La région devient un nouveau champ d'affrontements sino-américains tant ces deux dossiers impliquent les États-Unis, qui ont toujours considéré l'Asie orientale comme une zone d'intérêts stratégiques. Le verrou taïwanais permet aux EU de filtrer des ambitions navales chinoises en direction du Pacifique. La mer de Chine orientale et méridionale est un bon test du libre accès aux mers. Les terres rares deviennent des enjeux majeurs, surtout quand Pékin va jusqu'à cesser l'exportation du terbium et du dysprosium, deux métaux dont le pays détient 99 % des réserves mondiales et qui entrent dans la composition de nombreuses applications civiles et militaires, menaçant tout un pan de l'industrie américaine, notamment celui de l'armement. Si la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001 avait laissé croire que l'Asie orientale était rétrogradée au rang de front secondaire pour les EU, du seul fait de la montée en puissance de la Chine dans la région et sur la pression de leurs allés, les EU s'y remobilisent. Les compagnies américaines sont les premières à dénoncer les intimidations chinoises en mer de Chine et « la diplomatie coercitive » chinoise. Les EU n'ont aucune peine à reprendre du service aux côtés des Japonais pour crédibiliser leurs revendications.

Des rapports conflictuels qui n'excluent pas des progrès économiques

L'Asie orientale est une zone potentiellement belligère et programmée pour des conflits au regard de la sédimentation des frustrations et des revendications. Mais le paradoxe pour B. Courmont est que tensions stratégiques et conflits armés n'ont pas toujours empêché les pays d'Asie de se développer économiquement, et ce à des rythmes très soutenus, dont la Chine a été actrice ou bénéficiaire occasionnellement... Une interdépendance. Ainsi le conflit coréen a fait du Japon une base avancée des EU et a facilité sa reconstruction et son décollage rapide scellé par le plan Dodge. Et ce dans un contexte particulièrement instable : indépendance chaotique, guerre du Vietnam et ses ondes de choc, rivalités entre acteurs régionaux que le patriarche Lee Kwan Yew a su promouvoir comme le statut de refuge de la cité-État et amorcer son émergence fulgurante comme nouveau Japon. De même, quand la Corée du Sud dépasse pour la première fois le PIB de la Corée du Nord en 1975, c'est après des décennies de tensions, de guerres ouvertes et dans un environnement stratégique des plus tendus que rapidement se conjuguent IDE, stratégie d'exportation et remontée des filières et permettent à la Corée du Sud de s'imposer. Une telle originalité, contestée d'ailleurs par certains analystes comme Richard Haas, permet d'expliquer que la Chine, malgré les craintes qu'elle inspire et les menaces qu'on lui prête, ait pu constituer dans cette zone d'Asie orientale et d'Asie du Sud un maillage économique performant.

« La Chine est une plaque tournante de la croissance économique en Asie et d'un processus de régionalisation fondé sur le développement des échanges commerciaux » V. Niquet. Dès ses choix d'ouverture, la Chine a accueilli des IDE en provenance de Taïwan, de Hong Kong, du Japon et de Corée du Sud. Promue atelier du monde, elle a créé des liens avec tous ses partenaires asiatiques et, si en 2014 déjà le commerce intrarégional représentait 52 %

des échanges asiatiques, il le devait à l'impulsion chinoise. Dès 1980, les 4 ZES (Zhuhai, Shantou, Xiamen et Shenzhen) facilitent les installations de groupes étrangers, un modèle régional de DIT se met même en place. La crise de 1997 montre que la Chine est plus qu'un partenaire, en ne dévaluant pas le yuan elle apparaît stabilisatrice. En revanche, la croissance forte de la Chine à partir de 2000 a fait craindre aux pays de l'ASEAN (depuis 1967, 10 États regroupés pour « favoriser la croissance, le progrès social, le développement culturel, la paix et la stabilité régionale » et forme une zone de libre-échange depuis 1992, décidée et opérationnelle en 2002) une perte de compétitivité vis-à-vis de la Chine. En 2015, l'accélération de l'intégration est la réponse privilégiée de la communauté de l'ASEAN, Singapour palliant les réticences du Vietnam. La Chine devient partenaire effective de l'ASEAN +3 (Chine, Japon, Corée du Sud) et utilise son pouvoir à l'OMC (2001) pour obtenir des concessions pour cette dynamique d'intégration régionale. La création de l'AiIB consolide les liens confortés à la dernière conférence où 5 000 délégués représentant 123 pays étaient présents. Certains voient dans l'AiIB un moyen de contourner la passivité du FMI qui ne donne pas à la Chine la place qu'elle mérite dans le gotha international (voix au FMI). L'influence de la Chine sur l'ASEAN s'exprime par des réalisations techniques (canal de Kra au sud de la Thaïlande pour éviter le détroit de Malacca et sécuriser ses approvisionnements), des réalisations infrastructurelles comme le maillage de transport du Laos, des fournitures militaires comme en Birmanie malgré une forte attraction pour les matériels russes, des choix stratégiques comme avec le Laos... Il s'agit pour les Chinois d'isoler le Vietnam, ou le Timor, pour être au balcon de l'Indonésie et surveiller les îlots périphériques. La Chine vise aussi des coopérations régionales pour connecter l'Asie du Sud-Est aux provinces méridionales du Yunnan, du Guizhou et du Guangxi. Elle matérialise ainsi la « zone de coopération économique pan-régionale du golfe du Tonkin ». Globalement, la Chine choisit des partenaires discrets sur leurs liens passés avec Taiwan et surtout sur les enjeux insulaires de mer de Chine du Sud. Dès lors le Vietnam, l'Indonésie, les Philippines, Brunei, Singapour soit par leurs liens traditionnels avec les États Unis, soit par leurs positions plus hostiles aux influences maritimes chinoises, sont un peu marginalisés dans l'approche régionale chinoise. Malgré des tensions intestines instrumentalisées par les Chinois, l'ASEAN a pu se développer, installer une DIT régionale, une dynamique d'échange, même si l'intégration institutionnelle est à la traîne. Catalyseur le plus souvent, la Chine en tire des effets positifs en termes de débouchés, de sécurité, d'approvisionnements et d'affirmation de son rôle de puissance régionale.

2. La puissance économique chinoise crée des menaces ou des aubaines pour les économies voisines de l'Asie orientale

La Chine est vécue comme une somme de menaces pour les pays voisins : un déficit de confiance

Indiscutablement, le ressenti majeur en Asie orientale est une crainte de l'hégémonisme chinois. Ces craintes mettent en cause de nombreuses évolutions :

- les performances économiques fulgurantes de la Chine au regard de la région où l'émergence des vieux NPIA est surclassée au niveau statistique, sinon qualitativement. N.B. : L'explosion du PIB (en 2000 le PIB des EU

- était 9 fois supérieur à celui de la Chine, en 2010 le PIB américain n'était plus que 2,5 fois supérieur à celui de la Chine). En termes de PPP, la Chine était en 2014 la plus grande économie du monde alors qu'elle ne représentait que 10 % de l'économie américaine en 1980 ! Les réserves de 3 000 milliards de \$ de change en 2017 font de la Chine un banquier du monde qui représente plus de 15 % de l'économie mondiale ;
- la légitimation internationale de la Chine intimide : « la monnaie du peuple », le yuan, a été intégrée au panier des monnaies de réserves du FMI et cela s'inscrit dans le processus de démocratisation du système international dont la République populaire de Chine se veut championne ;
 - le surendettement, et pour certains même l'intrusion dans la stabilité politique de certains pays au travers de la grande épopée des routes de la soie et du financement de l'ABII, crée des crispations ;
 - le franchissement d'une frontière technologique jusque-là réservée aux pays du Nord interpelle : les armes interstitielles, la conquête de l'espace, la face cachée de la Lune et à court terme un taikonaute sur le satellite naturel de la Terre, ou le photovoltaïque par ex ;
 - la constitution de grands groupes chinois fait peu à peu de l'ombre aux Chaebols et autres FMN du Japon : Huawei occupe le devant de la scène par rapport à Samsung ou Toshiba. Dans l'automobile, la Chine devenant premier producteur de véhicules en 2018 (29 millions de véhicules en 2018) inquiète surtout quand les groupes étrangers doivent s'associer obligatoirement avec des partenaires chinois jusqu'en 2022 pour les véhicules particuliers ;
 - le développement militaire de la Chine va plus loin qu'une consolidation. Les chiffres communiqués par l'Institut international de recherche de la paix pour 2019 confirment que l'augmentation du budget militaire de la Chine (175 milliards de dollars en 2018) et l'affirmation de sa puissance inquiètent les voisins de Pékin et nourrit une course aux armements, encouragée par des antagonismes sous-régionaux : l'Inde (+29 % en dix ans) face au Pakistan (+73 % en dix ans) d'une part, la Corée du Sud (+28 % depuis 2009) face à sa voisine du Nord pour laquelle les données manquent ;
 - les transgressions de certaines règles que la Chine s'était fixées sont source de suspicion à l'heure où elle veut bâtir un nouvel ordre mondial (pour la délimitation des ZEE comme en 2016 où les arbitrages de La Haye ne reconnaissant pas la légitimité historique chinoise sur les îles Spratleys ont été boudés par cette dernière) ;
 - les frontières chinoises ne sont pas totalement sécurisées alors que la Chine a consacré une partie de son émergence à cet objectif (même avec la Corée du Nord) et la volonté de ne pas recourir à « la menace ou la force » en mer de Chine en 2002, affirmée avec l'ASEAN pour laisser faire les négociations a été vite abandonnée ;
 - une diplomatie internationale qui affiche désormais la quête des intérêts chinois comme prioritaire. Le Tiers-mondisme militant chinois a vécu même si la Chine se réclame « grand pays en développement » ;
 - la diaspora chinoise en Asie orientale est de plus en plus considérée comme nourrissant les IDE chinois et créant des États dans les États comme en Malaisie ou aux Philippines. 50 millions de Chinois vivent hors de Chine sur tous les continents, mais particulièrement en Asie orientale,

- ceci légitimant parfois des affrontements, des mises à l'index douloureuses (Malaisie) ;
- une tendance à développer une géopolitique et une diplomatie des matières premières comme avec l'Australie et l'Indonésie (le *new scramble for Africa*) fait partie des menaces perçues ;
 - la crainte d'un modèle écorné de démocratie... asiatique, perverti par une dictature numérique, est réelle ;
 - les difficultés nées de concurrences évidentes sectorielles se multiplient (chaussures du Bangladesh ou high-tech coréen car la DIT régionale qui fait de la Chine l'atelier du monde et Taïwan (ou l'Inde) le bureau du monde appartient au passé ;
 - la radicalité du règlement de certains problèmes régionaux ne peut que prêter à commentaires, sinon à des inquiétudes comme le sort du peuple des ouïgours cadenassé dans un empire carcéral dans la région du Xinjiang.

Mais la Chine a pu apparaître également comme une somme d'aubaines pour les pays voisins de l'Asie orientale : un effet d'entraînement

- La Chine a été un paravent face aux crises : c'est net pour la crise asiatique de 1997-1998 où la Russie étant en panne et le monde occidental en crise, la Chine a rassuré en refusant la dévaluation du yuan et en stabilisant des économies régionales avec, dans une moindre mesure, la crise des *subprimes* qui a donné l'occasion de renouveler ce statut que d'aucuns pensaient celui du Japon... enfermé dans une crise de désinflation depuis 1991...
- La croissance de la Chine est en elle-même riche de promesses pour les pays de la région et si on parle abusivement de « basculement asiatique », ce n'est pas seulement à cause des performances chinoises mais de leur irradiation dans la région.
- La Chine donne à l'Asie les moyens d'une lisibilité à l'échelle internationale quand elle participe aux opérations dans le golfe d'Aden contre la piraterie (qu'elle crée une base à Djibouti, qu'elle délègue comme l'Inde des casques bleus sur les fronts de luttes intestines en Afrique). Plus encore quand la Chine tient tête aux EU, elle rencontre des échos aux Philippines où progressivement Duterte pivote vers l'empire du Milieu (malgré les accords de défense mutuelle américano-philippins de 1951) et rompt avec une tradition de tutelle américaine instaurée depuis 1898. Le discours chinois sur la nécessaire bonification de la gouvernance mondiale et l'objectif de Xi Jinping d'œuvrer pour une « communauté internationale plus juste » rencontre l'assentiment de puissances régionales.
- La Chine peut représenter une soupape de sûreté migratoire, c'est le cas pour la Corée du Nord où face aux sanctions des transferts de population active s'opèrent.
- Le tourisme chinois a pour terre d'élection l'Asie en 2018, Hong Kong, Macao, mais aussi la Corée du Sud et la Thaïlande. Le Japon est en tête pour les destinations de jeunes chinois urbains... Ces flux dopent l'industrie touristique de la région mais peuvent à tout moment être utilisés comme moyens de pression par la Chine ; ainsi en 2017 (mars à novembre) le tourisme avec la Corée du Sud avait été interdit pour s'opposer à l'installation d'un système antimissiles américain et les Palaos, petites îles de

Micronésie, avaient subi les mêmes mesures pour avoir refusé de rompre ses relations avec Taïwan.

- On ne peut voir dans les accords commerciaux régionaux que des menaces d'unilatéralisme chinois et de domination. La promotion des échanges intrarégionaux dans la région est la concrétisation de cette interdépendance féconde (52 % des échanges). Les investissements bilatéraux cumulés ont atteint plus de 200 milliards de dollars et plus de 4 000 entreprises chinoises ont créé des entreprises à capitaux mixtes dans les marchés de l'ASEAN, offrant plus de 300 000 emplois aux habitants locaux, selon le ministère chinois du Commerce.

L'Asie orientale est donc profondément marquée par l'influence chinoise qui a construit des réseaux d'influence et apporte des contributions efficaces : un réseau d'influences

- La pression chinoise au cœur de la crise des *subprimes* pour dépasser les traditionnelles ordonnances du FMI et proposer un G20 donne à l'Asie orientale un droit de regard sur les évolutions monétaires, et le G2, même chimérique, a de plus en plus de réalité quand on voit la façon dont Donald Trump sous-estime son allié européen et cherche face à la menace chinoise des négociations de plus en plus bilatérales avec Pékin. C'est le cas des sanctions et de la politique commerciale qui évolue souvent par promesses entre Washington et Pékin, toujours scrutées par les marchés financiers comme facteur de détente.
- L'ASEAN + 3 n'est pas une coquille vide et le seul fait d'asseoir à la même table ASEAN, Japon, Corée du Sud et Chine est porteur d'espoirs.
- Les coopérations se diversifient avec l'ARF (*Asia Regional Forum*) pour les questions de sécurité et l'EAS (*East Asia Summit*) pour un projet de communauté asiatique ambitieux.
- L'ABII, malgré les critiques formulées et des évolutions récentes vers plus de transparence et moins de projets pharaoniques, ne peut que servir les intérêts de la région dans sa dimension maritime comme terrestre. On peut raisonnablement croire que ce n'est pas qu'un moyen pour la Chine de trouver de nouveaux débouchés. Mais suppléer la BAD (Banque asiatique de développement) peut corriger des insuffisances du système de financement régional.
- Avant d'être une superpuissance, la Chine assume des obligations de puissance régionale... mais le changement de statut ne créera-t-il pas de profonds changements ? La Chine ne se rêve-t-elle pas en hégémon asiatique ? Rien de moins sûr. Les pays de la région n'ont pas vocation à entrer en vassalité. Des développements récents, comme la signature du JEFTA (accord de libre-échange Japon-Union européenne), montrent d'ailleurs comment certains pays, qui sont eux-mêmes des acteurs économiques majeurs, ne vont pas « donner les clefs du leadership à Pékin » selon B. Courmont (Iris). Il y a un décalage entre les réalités et les perceptions. De toute façon, toute évolution se ferait sous l'œil vigilant des États-Unis qui veulent éviter que la Chine ne soit en position de force dans la région. Le système tributaire serait-il de retour ?
- Certes, nous ne sommes plus au sens littéral dans un système du « tribut » qui longtemps a caractérisé les rapports de vassalisation de périphéries à l'Empire céleste chinois, modèle de relations apparu sous la dynastie des Han (de 206 av. J.-C. à 220 par J.-C.) et surtout pendant la dynastie Tang

(618 -907) où il fut généralisé. C'était le fondement d'un ordre stable en Asie jusque sous la dynastie des Ming et Qing (1644-1911). En échange d'une délégation, d'une somme et d'une allégeance, les États tributaires comme la Corée, le royaume de Ryuku, la Birmanie, le Laos ou le Népal obtiennent des avantages considérables. La Chine garante par un mandat céleste de l'ordre sous le ciel est donc dépositaire de « l'harmonie entre le ciel et la terre ». Pourtant, Mathieu Duchâtel dans *Géopolitique de la Chine* signale des prolongements de cette pratique au cœur des relations entre Chine et Asie orientale : « En 2010, lors d'un forum de sécurité en format élargi de l'association des nations du sud-est asiatique, plusieurs États inquiets des avancées de Pékin en mer de Chine s'étaient vus répondre : *la Chine est un grand pays et les autres ne sont que de petits pays et il ne s'agit là que d'un fait* » ! Sous Xi Jinping, beaucoup de concessions politiques entraînent des récompenses commerciales de la part de la Chine... une façon donc de faire perdurer une stabilité... hégémonique chinoise.

3. L'Asie orientale dans la marche de la Chine vers une puissance globale ?

Une conjoncture nouvelle : une reconfiguration des rapports de force ?

Du côté de la Chine interviennent deux évolutions majeures :

- des ambitions renouvelées de jouer un rôle de « grande puissance avec ses caractéristiques propres » (Xi Jinping), « d'exporter le rêve chinois », et avec la ferme intention de marquer le centième anniversaire de la République populaire de Chine (RPC) en étant reconnue comme première puissance mondiale ;
- mais une évolution économique qui est fragilisée ou du moins suscite des interrogations multiples : le rapport de domination basé sur la population, la superficie, les potentiels ne va pas fondamentalement changer, mais la Chine ne serait-elle pas pour l. Attané à « bout de souffle » ? La Chine est entrée dans un vieillissement brutal, et si vieillir n'est pas mourir, encore faut-il vieillir dans de bonnes conditions. La Chine a oublié de redistribuer suffisamment la manne de sa croissance due à sa fenêtre démographique porteuse, contrairement au Japon qui est devenu « une société super-âgée » mais a su, entre 1960 et 1995, conjuguer croissance soutenue (5,5 % en moyenne pendant 35 ans), accumulation de richesse (PIB par habitant quadruplé) et ce avant que ses croissances économique et démographique ne soient en berne. En 2015, La Chine, au contraire, débouche sur une impasse car sa croissance s'essouffle, elle ne s'est pas érigée au rang des pays les plus riches (77^e rang) certes devant l'Inde (145^e) mais derrière le Brésil (63^e) et la Russie (53^e) avec un revenu par habitant, dès 2013, trois fois moindre que celui du Japon ! Dès lors, le marché intérieur ne joue pas un rôle suffisant (30 % du PIB contre 60 à 70 % dans les pays de l'OCDE), les exportations tirent le développement (plus du quart du PIB chinois) et la Chine n'est pas prête à assumer les conséquences du vieillissement comme a pu le faire le Japon (coût de la sécurité sociale passé de 5,8 % du revenu national en 1970 à 31 % en 2011 et endettement)... La Chine n'a pas encore découvert le « *silver market* », ses innovations porteuses de croissance (robots télécommandés pour soulever des poids excessifs pour les personnes âgées !). Elle ne peut recourir à l'immigration ou la main-d'œuvre féminine, victime désormais de discriminations

(chômage élevé, plafond de verre et moindre salaire à poste égal même si la Chine devance le Japon et la Corée du Sud en termes d'avancées de la condition féminine). Les stéréotypes restent solidement ancrés : le rôle de l'époux comme soutien économique et celui de l'épouse centrée sur les tâches domestiques et la maternité. Ce n'est pas la politique de relance de la fécondité qui fournira à terme les bras dont la Chine a besoin car moins de 10 % des couples éligibles pour un deuxième enfant ont déposé une demande ! C'est peu dire que les catastrophes démographique et économique sont programmées... Son concurrent direct, l'Inde, paraît à cet égard mieux loti : un Indien sur 2 a moins de 25 ans et l'Inde peut supplanter la Chine en termes de croissance boostée de 2 points, selon le FMI, pour une fenêtre démographique de 2010 à 2030. En 2050, les jeux seront faits avec une population active supérieure de 370 millions d'unités à celle de la Chine et si « l'Asie a toujours refusé depuis Alexandre de Macédoine deux soleils », l'Inde triomphera !

La Chine ne pourra plus pour longtemps se développer au risque de son environnement. Il lui faudra s'assurer d'un développement durable plus respectueux de la population et de son environnement. Et ne pas se limiter à des effets d'annonce.

C'est finalement peut-être trois mythes fondateurs de la croissance chinoise qui s'effondrent :

- d'abord la croissance ne réduit pas les inégalités même si elle réduit la pauvreté (la part des 10 % les plus riches a progressé entre 1975 et 2015 de 27 à 41 % alors que la part du revenu national revenant au 50 % les plus pauvres a baissé de 26 à 14 %) ;
- la croissance mue par le libéralisme économique pose la question de l'État sans que nécessairement celui-ci adopte le catéchisme libéral au niveau politique. Sous couvert de lutte contre la corruption, le régime de Xi Jinping a tôt fait d'interner ses opposants sous couvert de rééquilibrer le territoire d'une population où les ouïgours sont sous le joug de la minorité han et condamnés à vivre dans un empire carcéral ;
- enfin la croissance économique peut certes être affectée aux crises écologiques mais au-delà du discours le problème peut rester entier, voire s'aggraver : la Chine produit encore 2 fois plus de gaz à effets de serre que les EU, 92 % de la population chinoise respire durant plus de 120 heures par an un air insalubre selon les normes internationales et 17 % des décès sont encore dus à la pollution atmosphérique.

Du côté de la Russie apparaît une volonté de faire de la façade pacifique un nouveau relais de puissance, quitte à tempérer les conflits avec le Japon sur Sakhaline avec des projets communs commerciaux et industriels sans céder la propriété des îles comme s'apprêtait à le faire le fantasme Eltsine. Du côté de la Corée du Nord pointe la volonté de ne pas mettre fin à la stratégie du *songun* — c'est-à-dire donner la priorité à l'armée et la ligne « Byungin », autrement dit développer les capacités militaires et économiques du pays en même temps.

Du côté des États-Unis, une claire identification de la Chine comme menace rendant opportun son isolement, son « *containment* » et au grand regret de K. Mahbubani une stratégie plus frontale et risquée.

Au niveau international, on assiste à un démaillage de la gouvernance mondiale, du multilatéralisme alors que les défis mondiaux sont de plus en plus importants (environnement, terrorisme, populismes et les guerres des ressources).

Dans ce contexte, des inflexions importantes interviennent

Le face-à-face avec le Japon est de plus en plus délicat à gérer. Les problèmes de fond (question mémorielle, différend territorial et rivalités stratégiques) demeurent... Le Japon réclame son retour au statut de puissance normale et n'est pas sans réaction à son déclassement dans la BAD, la hiérarchie mondiale puisque la Chine à parité de pouvoir d'achat est classée première puissance économique mondiale. Le Japon ne peut accepter d'être aux portes du Conseil de sécurité verrouillé par la Chine sans affaiblir ses positions dans l'environnement régional, ni se résigner à son statut de pays vaincu, lui qui a gagné dans la guerre économique ce qu'il a perdu dans la guerre militaire. Le Japon a envie de faire fructifier son image plus positive que dans le passé et se trouve donc en première ligne face à la Chine, et ce d'autant plus que deux tirs de missiles nord-coréens en août et septembre 2017 (huit sont tombés dans la zone exclusive japonaise depuis 2016) ont réactivé les pressions sur la Chine et ses nécessaires arbitrages. Paradoxalement, le temps de la diplomatie ouvert par D. Trump après les JO de Pyongyang n'est pas celui que le Japon préfère car il y a un risque de voir se découpler la sécurité japonaise et américaine en ce que Céline Pajon (*Ramsès*, 2019) résume ainsi : « Donald Trump sacrifierait-il San Francisco pour Tokyo ? » La sortie du TOP par les EU est un mauvais signal surtout quand le TOP avait été conçu comme un accord stratégique pour encadrer la montée en puissance de la Chine. Les sanctions de Washington sur l'acier et l'aluminium n'ont pas bénéficié des mêmes faveurs que celles accordées au Canada et aux Européens. Le Japon est donc naturellement porté à moins aligner sa politique extérieure sur les EU et les relations avec la Chine doivent être réévaluées. Un sommet trilatéral Chine/Japon/Corée en mai 2018 a ouvert une brèche et des voyages croisés Abe/Xi Jinping dans les deux pays qui annoncent des convergences pour célébrer le 40^e anniversaire du traité de paix et d'amitiés entre Pékin et Tokyo. Les deux pays essaient de mettre sur pied un mécanisme de communication afin d'éviter les débordements d'incidents maritimes et aériens en mer de Chine orientale mais ils se disputent encore un leadership moral et politique.

Le lien avec la Corée du Nord paraît aussi difficile à clarifier et normaliser. L'isolement initial de la Corée du Nord tend naturellement au rapprochement avec la Chine, pays du bloc communiste où Kim il-Sung a voyagé à 30 reprises entre 1945 et 1994. Entrée à l'ONU avec la Corée du Sud en 1991, la Corée du Nord va apparaître à la chute du bloc soviétique comme l'exclue de la nouvelle donne mondiale et le Japon, les EU et les pays européens refusent de reconnaître le régime de Pyongyang. La Chine est dès lors, avec ses 1 416 km de frontières communes, l'interlocuteur privilégié par intérêt mutuel : la Chine a besoin que la Corée du Nord ne s'effondre pas afin d'assurer la stabilité régionale et *in fine* la poursuite de son développement économique. Inversement, la Corée du Nord a besoin de la Chine pour ne pas s'effondrer et dépend de son voisin pour l'aide alimentaire et son soutien diplomatique au Conseil de sécurité. Diversifier ses partenaires

(visite à V. Poutine) ne signifie donc pas remplacer la Chine. Conclure avec la Russie, qui a 119 km de frontières communes, des accords de coopération, essentiellement agricoles, ne menace en rien les partenariats avec la Chine... Et le corridor que la Russie cherche à développer entre les Corée du Nord et du Sud pour ses intérêts est en papier !

Néanmoins la Chine se contentera-t-elle d'être observatrice ? Il n'est pas évident pour elle de soutenir de façon durable toutes les incartades de Kim Jung-un. Elle vote même à l'ONU des sanctions alors qu'elle les édulcore et manifeste une impatience pour la normalisation du régime nord-coréen qui brouille un peu sa légitimité dans le concert des nations. Pourtant, après 60 ans d'alliance sur la base d'un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé en 1961, 8 ans après la fin de la guerre de Corée, la proximité des deux régimes reste par opportunisme forte. Pour la Chine, l'effondrement du régime nord-coréen signifierait un afflux de réfugiés et une réunification de la péninsule sous l'égide américaine. La Chine s'oppose à tout développement — tel que le déploiement du *Terminal High Altitude Area Defense (THAAD)*, système de missiles antibalistiques américain, en service depuis 2008 — qui contribuerait à consolider le système d'alliance américain, et continue de considérer la Corée du Nord comme un régime dont l'existence doit être préservée face à cette alliance « illégitime ». Il ne faut pas lâcher Pyongyang mais l'inciter à « éviter toute action qui pourrait compliquer la situation ». Ainsi, de complaisance en complaisance, la frontière sino-coréenne ne risque pas d'évoluer de façon notoire, condamnant à l'impuissance le groupe des 6 (Chine, Corées, EU, Japon, Russie) chargé depuis 2003 de « dénucléariser la péninsule de manière pacifique ». Le sujet est sensible au point que la Chine, malgré l'accord de libre-échange de 2015, applique des mesures de rétorsion à la Corée du Sud (pourtant convenue au Recept) parce que les autorités de Séoul avaient accepté de déployer sur leur sol un système de défense antimissiles américain...

L'Asie orientale est donc appelée à demeurer un bon étalon de l'évaluation de la puissance chinoise en devenir

Une capacité à se projeter : La dimension maritime des liens entre Chine et Asie orientale est une incitation pour la Chine à faire un bond qualitatif dans sa marine. C'est le sens de son livre blanc sur la stratégie militaire : « la Chine doit abandonner sa mentalité traditionnelle qui plaçait la terre au-dessus de la mer et comprendre l'importance de la protection de ses droits et intérêts maritimes. » Zheng He et ses expéditions où ses jonques battaient pavillon impérial au large de Zanzibar sont revisités (les 600 ans ont été célébrés en 2005). Et la Chine s'en donne les moyens. C'est le sens des réorientations du budget militaire chinois, se donner les moyens de se projeter, c'est le sens de l'essor de la marine chinoise : la maritimisation se poursuit avec l'objectif premier de contrôler les îlots situés en mer de Chine à l'intérieur d'une première chaîne d'îles qui va des Kouriles à l'Indonésie, en passant par le Japon et les Philippines. Il s'agit d'intérêts vitaux reconnus comme tels depuis 2010. En 2013, Pékin a déclaré une zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) qui fait polémique et les capacités navales mobilisées lui permettent désormais de dissuader, voire d'interdire aux EU une action. Dans ce contexte, ce n'est pas si étonnant que la Chine ait dépassé le Japon et la Corée du Sud en tant que premier constructeur naval

mondial, que les compagnies chinoises contrôlent 1/5 du commerce mondial de container ou que dans les 10 premiers ports mondiaux figurent 8 ports chinois, et que la logistique militaire maritime chinoise à l'étranger soit de plus en plus visible des Cocos à Gwadar en passant par Djibouti. La 2^e flotte du monde et son navire amiral, le porte-avions Liaoning, sont la proue de ce « aller à la mer », synonyme du « enrichissons-nous » chinois. Toutefois, les capacités navales sont insuffisantes pour un D-Day à Taïwan d'ici 2025 ou plus simplement pour interdire un blocus de ses approvisionnements pétroliers en provenance du Golfe ou d'Afrique.

Une capacité à fédérer : Les nouvelles attitudes de D. Trump par hostilité au pivot asiatique de l'ère B. Obama et sa conviction que la Chine est une réelle menace, « la plus grande menace horizon 2025 » pour Joseph Dunford, chef d'État-major des armées en 2017, impose à la Chine une riposte pragmatique. C'est ce qu'elle fait dès la remise en cause du TOP en accentuant le rôle des forums régionaux (Lankang Mekong Cooperation), en se remobilisant sur le plan *made in China 2025* qui vise à permettre à la Chine de développer ses capacités dans des secteurs de pointe et de gagner des parts de marchés dans les secteurs les plus innovants. Mais, surtout, la Chine propose un projet moins clivant idéologiquement avec le RECEP (*REgional Comprehensive Economic Partnership*) en négociation depuis 2012 qui est une réunion des pays de l'Asie Pacifique, soit 30 % de la richesse mondiale et le quart des échanges commerciaux dynamisés par un super accord de libre-échange. En février 2017, à Kobé, l'ASEAN + la Chine, le Japon et l'Inde ont fait un tour de table sur une possible coopération économique mais le Japon souhaitait appliquer des normes strictes ayant des incidences politiques comme pour le TOP et a donc été mis en minorité. Le succès du RECEP est loin d'être acquis... Les réticences de la Corée du Sud seraient une véritable légitimation de la relève chinoise en Asie orientale et un TP revisité sans les États-Unis a encore quelques chances d'aboutir.

Une capacité à se faire respecter : l'avenir des relations avec le Japon est déterminant. La question du leadership posée par C. Meyer dès 2010 dans son ouvrage *Chine ou Japon : quel leader pour l'Asie ?* demeure. Le Japon n'a pas abandonné un rôle potentiel de chef de file dans la région avec des traités de libre-échange, une pression pour faire aboutir un TOP sans les EU, et exercer une puissance décomplexée... notamment en mer de Chine. L'archipel nippon garde son efficacité industrielle et technologique (moitié des robots) Mais, sans accepter d'allégeance, le rapport démographique, le rapport des populations actives et les rattrapages de productivité devraient déboucher sur un « partenariat bienveillant » sans prérogative particulière du Japon mais avec une répartition des tâches (le Japon entend bien bénéficier selon C. Meyer « d'un droit d'aînesse et faire prospérer ses atouts économiques, notamment sa prodigieuse avance technologique sans statut de démocratie pacifiste et de grande puissance civile » fusse avec des aménagements comme un renforcement de l'armée d'autodéfense ou du chéquier diplomatique). C'est dire si « l'ascension pacifique » de la Chine aura été rapide quand on compare la situation au début du XXI^e siècle et celle de la fin de la décennie. À moyen terme, la question centrale pour la Chine est moins de tenir en respect ses voisins comme le Japon, de l'évincer du jeu régional que de contrer les EU dans la région.

Conclusion

La question des rapports entre la Chine et l'Asie orientale déborde donc le cadre régional par ses acteurs (Russie, États-Unis) et ses enjeux : en 2018, l'Asie pacifique a affiché un taux de croissance de 5,5 %, soit les 2/3 de la croissance mondiale, et la région reste la plus dynamique du monde. C'est là que se joue l'avenir du monde, non pas à cause d'un hypothétique basculement asiatique du monde mais tout simplement parce que le retour à la raison de Kim Jong-un, l'apaisement des guerres commerciales en cours dont EU/Chine, la normalisation de la libre circulation maritime en mer de Chine, la légitimation d'un grand retour du Japon dans les arbitrages internationaux, le toilettage de l'ordre mondial sous la houlette de la Chine sont des événements majeurs qui borneront les années futures. Des interrogations demeurent sur la capacité de la Chine à ordonner les changements : « Tant qu'elle n'aura pas surmonté ses handicaps, au prix sans doute d'une évolution acceptée si ce n'est d'un changement de régime, elle ne pourra s'imposer comme la superpuissance du ^{xxi}e siècle et encore moins dans sa région où le retour à un passé sino-centré ne constitue en rien une option acceptable. » Ainsi, beaucoup de mystères subsistent encore pour V. Niquet mais face à ceux-ci, la Chine fait plus que feindre d'en être l'organisatrice... pour parodier Jean Cocteau (« Puisque ces mystères me dépassent, feignons d'en être l'organisateur. »).